

REGARDS CROISES

CHAPITRE : Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

Objectifs :

- Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.
- Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants).
- Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libéralisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict).
- Comprendre que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations) s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations).

Consignes : Visualisez les **vidéos** pour prendre des notes sur votre cours. Je vous poserez des questions et vous proposerez des exercices d'application en cours. Vous trouverez également les liens des vidéos sur le site :

<https://battujcsiteses.com/Terminale/Regards%20croises.html>

VIDEO 1 : Comment mesurer les inégalités ? (Partie 1/5) (13 mn 47 s) :

<https://www.youtube.com/watch?v=3n1pMpSkksI>

- 1) Comment peut-on définir la notion « d'inégalité » ?
- 2) Qu'est-ce qu'un décile ? La médiane est-elle un décile particulier ?
- 3) Quels sont les deux outils statistiques qui permettent d'appréhender les inégalités à partir des déciles ?
- 4) Comment interpréter le rapport interdécile ?
- 5) Quels sont les autres quantiles mobilisables dans le cadre de l'étude des inégalités ?
- 6) Qu'est-ce que le « top 1% » ? Que peut-on déduire concernant les inégalités lorsque la part des richesses détenue par le « top 1% » augmente ?
- 7) Quelle représentation graphique permet d'appréhender visuellement les inégalités ?
- 8) Comment savoir quelles inégalités sont les plus fortes lorsqu'on compare deux courbes de Lorenz ?
- 9) Quel coefficient peut être calculé à partir de la courbe de Lorenz ? Expliquez son mode de calcul.
- 10) Comment interpréter le coefficient de Gini ?

VIDEO 2 : Évolution et caractère systémique des inégalités (Partie 2/5) (12 mn 06 s)

<https://www.youtube.com/watch?v=Vzw1I8Dl0vc>

- 1) Quelles sont les différentes formes des inégalités économiques ?
- 2) Comment calcule-t-on le revenu disponible ?
- 3) Qu'est-ce que le patrimoine d'un agent économique ?
- 4) Comment ont évolué les inégalités de revenu et de patrimoine depuis le début du XXe siècle ?
- 5) Montrez, à l'aide d'un mécanisme, que les inégalités économiques sont cumulatives ?
- 6) Les inégalités de revenu sont-elles plus fortes que les inégalités de patrimoine ?
- 7) À l'aide d'un exemple, montrez que les inégalités sociales ont un caractère cumulatif ?
- 8) Les inégalités économiques et sociales sont-elles liées ?

VIDEO 3 : Égalité et justice sociale (Partie 3/5) (10 mn 26 s)

<https://www.youtube.com/watch?v=xEGvcb1FaIY>

- 1) Qu'est-ce que « l'égalité » ?
- 2) Quelles sont les 3 dimensions de l'égalité ?
- 3) En quoi les politiques de discrimination positive illustrent-elles la difficile compatibilité entre les différentes dimensions de l'égalité ?
- 4) Pourquoi la notion de « justice sociale » est-elle difficile à définir ?
- 5) Quelle conception de la justice sociale repose sur la correction des inégalités de départ pour obtenir l'égalité réelle ?
- 6) Quelles sont les caractéristiques de l'égalitarisme libéral ?
- 7) Comment se caractérise l'approche libertarienne de la justice sociale ?
- 8) Quelle conception de la justice sociale repose sur la recherche du plus grand bonheur pour le plus grand nombre ?
- 9) Associez chaque dimension de l'égalité à une des conceptions de la justice sociale.

VIDEO 4 : L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale (Partie 4/5) (10 mn 2 s)

<https://www.youtube.com/watch?v=hQ1nrS3qNxM>

- 1) Expliciter la notion de « pouvoirs publics »
- 2) Qu'est-ce que la fiscalité ?
- 3) Quelles sont les différentes formes que peut prendre la fiscalité ?
- 4) Quelle forme de fiscalité semble la plus à même de réduire les inégalités ?
- 5) Quels sont les risques sociaux couverts par la protection sociale ?
- 6) Quelles sont les caractéristiques du système bismarckien de protection sociale ?
- 7) Quelles sont les caractéristiques du système beveridgien de protection sociale ?
- 8) Que sont les services collectifs ?
- 9) Qu'est-ce qu'une discrimination ?
- 10) Donnez des exemples de politiques de discrimination positive

VIDEO 5 : Une action publique controversée (Partie 5/5) (10 mn 26 s)

<https://www.youtube.com/watch?v=yKErlgm72oo>

- 1) Pourquoi le financement de l'action publique est-il devenu plus difficile à partir de la fin des Trente Glorieuses ?
- 2) Qu'est-ce que l'effet d'éviction lié à l'endettement public ?
- 3) Qu'est-ce que l'effet boule de neige de la dette ?
- 4) Pourquoi peut-on dire que l'action publique est confrontée à une crise d'efficacité ?
- 5) Pour le courant libéral, quels sont les effets pervers de l'action publique ?
- 6) Que montre la courbe de Laffer et quelle phrase la résume ?
- 7) Les différentes limites de l'action publique sont-elles indépendantes ?

SYNTHESE : Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

En France, depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen (1789), l'égalité est une valeur fondamentale. Pourtant, la crise des Gilets jaunes en 2018-2019 montre qu'une partie de la société conteste les inégalités aujourd'hui. Comment ont-elles évolué depuis le XXe siècle ? Sont-elles justifiées ? Quels sont les enjeux de l'action des pouvoirs publics pour la justice sociale ?

A) La dynamique des inégalités économiques et sociales

1) Comment ont évolué les inégalités économiques depuis le début du XXe siècle ?

Depuis le début du XXe siècle, les inégalités de revenus ont tendance à décroître, comme le montrent différents indicateurs tels que la part de revenu des 1 % les plus riches (top 1 %), ou bien encore le rapport inter-quantiles. Cependant, le coefficient de Gini qui permet une analyse plus globale de la concentration des revenus montre que la baisse des inégalités s'est arrêtée au début des années 1980, et qu'elles sont reparties à la hausse dans la plupart des pays développés (à partir du début du XXIe siècle pour la France). En effet, les revenus des 10 % les plus riches progressent plus rapidement.

La courbe de Lorenz permet de montrer ces inégalités, en comparant graphiquement la distribution du revenu total ou du patrimoine à une situation parfaitement égalitaire. En France, les 10 % de personnes les plus riches gagnent environ 25 % des revenus et détiennent 50 % du patrimoine total.

2) Comment les inégalités se cumulent-elles ?

Les inégalités économiques sont cumulatives : les inégalités de revenus génèrent des inégalités de patrimoine encore plus fortes via l'épargne, et ce patrimoine génère des revenus de la propriété qui accentuent les inégalités de revenus. Par ailleurs, elles sont en partie héréditaires, via l'héritage économique et culturel, ce que mesure la corrélation de revenu parents-enfants.

Les inégalités économiques induisent également des inégalités sociales qui concernent l'accès à des ressources non monétaires comme les conditions ou modes de vie (conditions de logement, écarts d'espérance de vie, réussite scolaire, etc.). Ainsi, les inégalités économiques et sociales ont un caractère multiforme et cumulatif : elles se cumulent et s'engendrent mutuellement.

B) La justice sociale face aux inégalités

3) Quelles sont les différentes formes d'idéal égalitaire ?

La justice sociale désigne l'ensemble des principes qui définissent une société juste. Plusieurs conceptions de la justice sociale coexistent, en s'appuyant sur trois conceptions possibles de l'égalité. Tout d'abord, l'égalité des droits, qui implique les mêmes droits et devoirs pour tous les citoyens. Ensuite, l'égalité des chances correspond à l'égalité de possibilité pour tous les individus d'accéder à toutes les positions sociales, quelles que soient leur naissance. Enfin, l'égalité des situations ou égalité réelle se traduit par l'égalité des conditions matérielles de vie.

4) Qu'est-ce qu'une société juste ?

Plusieurs conceptions de la justice sociale s'affrontent pour déterminer sur quels principes s'établit une société juste. Tout d'abord, pour l'utilitarisme (Jeremy Bentham, John Stuart Mill), la distribution des revenus est juste si elle permet de maximiser le bien-être global dans la société (« le bonheur du plus grand nombre »). Pour l'égalitarisme strict (Karl Marx), la société est juste si elle applique la règle de « chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Cette approche égalitariste a pour objectif de réduire les inégalités et partager les richesses pour atteindre l'égalité réelle. L'égalitarisme libéral propose de concilier liberté et égalité. Ainsi, pour John Rawls, les inégalités sont justes si elles reposent sur une liberté égale des individus, l'égalité des chances, et si elles permettent d'améliorer la situation des plus désavantagés.

Cette poursuite de l'idéal égalitaire est rejetée par le libéralisme (Robert Nozick, Friedrich Hayek). Dans cette conception, la justice sociale est réalisée dès que la liberté et l'égalité des droits des individus sont respectées. Les inégalités sont légitimes car elles reposent sur les décisions individuelles libres et reflètent le talent naturel des individus.

C) L'action des pouvoirs publics pour favoriser la justice sociale

5) Comment les pouvoirs publics peuvent-ils favoriser la justice sociale ?

Les pouvoirs publics ont développé de nombreux dispositifs pour réduire les inégalités. Historiquement, le premier a été la fiscalité, en particulier les impôts progressifs comme l'impôt sur le revenu, mais la part de ces impôts baisse et les prélèvements obligatoires sont moins redistributifs depuis les années 1980.

Ce sont donc surtout les prestations de protection sociale et les services collectifs financés par les prélèvements obligatoires qui jouent un rôle redistributif. Après la Seconde Guerre mondiale, l'État-providence a instauré un système d'assurances sociales reposant sur les cotisations sociales et permettant de couvrir les individus face aux risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage...). Par ailleurs, les inégalités n'étant pas seulement économiques, l'État fournit aux ménages des services non marchands, gratuits ou semi-gratuits, comme la santé, l'éducation, le logement ou bien le transport.

Enfin, l'État agit sur les inégalités en créant des règles juridiques pour lutter contre les discriminations. En application d'un article de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, la loi proclame ainsi depuis 1973 le principe « à travail égal, salaire égal » entre femmes et hommes, mais les pratiques prennent du temps à s'adapter, comme le montrent de manière frappante les écarts de rémunération entre sportifs et sportives professionnels. De même, à l'école, des mesures de discrimination positive comme les quotas de boursiers dans Parcoursup ou des modes d'accès spécifiques à des filières sélectives (Sciences Po, par exemple) favorisent l'accès des lycéens de l'éducation prioritaire.

6) Les pouvoirs publics peuvent-ils réduire les inégalités ?

L'action des pouvoirs publics pour la justice sociale s'opère sous contrainte de financement : les dépenses augmentent, obligeant à augmenter les ressources, mais aussi à faire des choix (exemple : réforme des retraites). De plus, des critiques d'efficacité se développent contestant la capacité des pouvoirs publics à réduire les inégalités et à lutter contre les discriminations.

Par ailleurs, certains dénoncent les effets pervers de la protection sociale : en versant des prestations sociales, les pouvoirs publics engendreraient des désincitations au travail (« trappes à inactivité »), les revenus du travail pouvant être inférieurs à ceux issus de la protection sociale. Enfin, la légitimité de l'action des pouvoirs publics est remise en cause : par exemple, la fiscalité est critiquée et on assiste à un moindre consentement à l'impôt de la part des citoyens.

Définitions :

Inégalités : Disparités d'accès à une ressource ou une pratique socialement valorisée. Les inégalités économiques concernent les seules ressources monétaires (salaires, revenus, épargne, patrimoine).

Top 1 % : Part des 1 % de ménages ou d'individus les plus favorisés dans le revenu ou le patrimoine total.

Corrélation de revenu parents-enfants : Indicateur qui mesure l'influence des revenus des parents sur celui des enfants.

Justice sociale : Principes qui permettent d'apprécier le caractère juste ou injuste d'une société, notamment de la répartition des droits et devoirs entre ses membres.

Égalité des droits : Situation dans laquelle les individus ont les mêmes droits et devoirs, quelles que soient leurs caractéristiques.

Égalité des chances : Situation dans laquelle chaque individu quelle que soit son origine ou ses caractéristiques, a les mêmes possibilités : d'accéder aux positions sociales et aux ressources (diplôme, revenu, etc.) qui permettent de les atteindre.

Égalité des situations : Situation dans laquelle les individus ont le même accès à une ressource ou pratique socialement valorisée.

Utilitarisme : Conception de la justice sociale où la société juste est celle qui maximise le bonheur total de ses membres. Cette conception suppose une mesure du bonheur individuel et collectif, appelée « utilité ».

Égalitarisme strict : Ensemble de conceptions de la justice sociale qui donnent une priorité à l'égalité, comprise comme égalité des situations, ce qui peut impliquer de limiter la liberté des membres de la société.

Égalitarisme libéral : Ensemble de conceptions de la justice sociale qui donnent une priorité à la liberté sur l'égalité, conçue comme égalité des droits et des chances plutôt que des situations, mais considérant aussi que cette conception de l'égalité est une condition pour que la liberté s'exerce.

Libertarisme : Conception de la justice sociale qui considère la liberté individuelle comme un droit naturel inaliénable qui s'appuie sur la propriété : propriété de son corps, propriété matérielle, immatérielle.

Fiscalité : Ensemble des prélèvements obligatoires qui financent les administrations publiques.

Services collectifs : Services non marchands produits par les administrations publiques et mis à disposition des ménages sous la forme de prestations en nature.

Discrimination : Situation défavorable d'une personne ou d'un groupe de personnes du fait d'un traitement inégal en raison de critères prohibés par la loi (sexe, origine, handicap, orientation sexuelle...).

Désincitation : Changement d'un paramètre qui modifie l'analyse coût-avantage et donc les décisions de certains agents.

Exemples de sujets de baccalauréat

EC1 – Mobilisation de connaissances

Montrez que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif.

À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en faveur de la justice sociale peut produire des effets pervers.

À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale s'exerce sous contrainte de financement.

Distinguez égalité des droits et égalité des chances.

Présentez un moyen par lequel les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.

EC3 – Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire

Vous montrerez que les inégalités présentent un caractère multiforme et cumulatif.

Vous montrerez que l'action des pouvoirs publics permet de réduire les inégalités.

Vous montrerez comment la redistribution permet de réduire les inégalités.

Vous montrerez que la protection sociale contribue à la justice sociale.

Dissertation

En quoi l'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale se heurte-t-elle à des limites ?

En quoi les différentes formes d'égalité permettent-elles de définir ce qui est considéré comme juste selon les principales conceptions de la justice sociale ?

Comment les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à la justice sociale ?